



1,80 euro  
N°3646



168, av. Henri-Falcoz - 73300 Saint-Jean-de-Maurienne - Tél. 04 79 59 97 63

Jeudi 4 mars 2021

**MAURIENNE / ÉCOLOGIE**

# Vivre et Agir en Maurienne dénonce plusieurs «massacres à la pelleuse»



**Chantiers liés au Lyon-Turin (comme ici à Villarodin-Bourget), projet de microcentrale sur le Vigny à Saint-Michel ou encore projets d'extension en stations, l'association mauriennaise milite pour la défense des biens communs, plaide en faveur d'un changement de société avec un défi pour la vallée : atteindre l'autonomie alimentaire. Page 3**

# Vivre et Agir en Maurienne (VAM) : « Notre souhait, c'est de réparer la vallée »

« **A**vant qu'une révolution arrive, elle est perçue comme impossible ; après cela, elle est considérée comme inévitable », écrivait Rosa Luxemburg au début du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis 2013, Vivre et Agir en Maurienne (VAM) ambitionne de faire sienne la révolution des esprits, celle qui consiste à « faire prendre conscience aux gens que nous défendons d'abord et avant tout les biens communs : l'eau, l'air, la montagne... », note Philippe Delhomme, coprésident de VAM, née de la fusion de deux associations, Vivre en Maurienne, créée en 1979, et Réagir !, initiée en 1999. Conscients d'être engagés parfois dans des batailles ressemblant à celles opposant le pot de terre contre le pot de fer, les 201 adhérents que compte l'association, qui entend défendre l'environnement en Maurienne, n'envisagent pas de renoncer : « Si on ne fait rien, c'est pire ! Par nos actions, on fait quand même avancer des choses dans l'esprit des gens, et on obtient quand même quelques victoires, aussi petites soient-elles », ponctue Annie Collombet, également coprésidente et engagée sur le terrain associatif depuis plus de 40 ans.

Au nombre de ces petites victoires, le référé gagné en novembre 2020 contre l'extension du télésiège de la Fourmache à Aussois « qui prévoyait la rupture de l'équilibre entre les activités hivernales et estivales en venant ternir le paysage des randonneurs l'été », explique-t-elle avant de poursuivre : « il y a aussi l'UTN de Bonneval, qui a été retoquée définitivement, ou encore l'avis défavorable de l'enquête publique menée sur le changement du télésiège des Chaudannes à Albiez, qui appuie en réalité la liaison avec Les Karellis, liaison à laquelle nous sommes opposés ».

**Le SCoT Maurienne :**  
« des déclarations d'intérêt auxquelles on adhère mais rien dans les faits ! »

En effet, à l'heure où les effets du changement climatique sont de plus en plus prégnants, l'association environnementale a clairement dans le collima-



Militer en faveur de la préservation des biens communs, c'est l'objectif essentiel que poursuivent les quelque 200 adhérents de Vivre et Agir en Maurienne, dont une partie prenait part à l'assemblée générale de 2019, assistant ici à l'intervention de Philippe Delhomme, coprésident, sous le regard d'Annie Collombet, aussi coprésidente, et qui se trouve assise, en 3<sup>e</sup> position en partant de la droite. ©C.Vetzel

teur « tout projet d'extension de station... Et la crise sanitaire a montré qu'on pouvait s'adapter et développer de nouvelles pratiques en montagne, en évitant de la saccager et en continuant à accueillir des touristes », poursuit la Mauriennaise, rejointe par Philippe Delhomme, persuadé « que la neige attirera toujours, la montagne aussi. Ces petites victoires démontrent également qu'elles sont celles de la base, de simples citoyens qui s'impliquent dans la défense des biens communs, c'est une nouvelle option démocratique qui s'ouvre à nous, à la société, et ça fait du bien ».

Ce dernier prône en effet, au-delà d'un tourisme quatre saisons, « une reconnexion avec la nature » : « Notre souhait est de réparer la vallée, mais aussi de réparer les gens puisque nos montagnes offrent un potentiel au niveau de la santé qui n'est pas négligeable. D'autant que ce potentiel est accessible à tous, et pas simplement aux gens aisés. Notre sentiment, c'est que l'économie rejoint inévitablement le social et que nous devons simplement proposer aux gens un nouveau récit, autre que celui prôné par celles et ceux qui nous dirigent ».

Alors que le Syndicat du Pays de Maurienne a adopté fin 2020 son Sché-

ma de cohérence territoriale (SCoT), VAM, avec d'autres associations, a déposé plusieurs recours : « quand on lit les déclarations d'intention, on ne peut qu'adhérer. Malheureusement, rien dans les faits. On continue d'injecter de l'argent pour massacrer nos sommets et

cela favorise un système où les riches deviennent plus riches et les moins riches deviennent plus pauvres. La question des saisonniers est à ce point de vue édifiante. En développant un véritable

tourisme quatre saisons, non seulement on préserve l'environnement et on le valorise, mais on crée également des emplois plus pérennes », avance Annie Collombet, qui plaide finalement pour une vie « en harmonie avec la montagne ».

## De nombreux dossiers sur la table

Parmi les chevaux de bataille de VAM, évidemment, le Lyon-Turin, projet auquel continue de s'opposer farouchement l'association. « Le comble, c'est que désormais on fait passer ce projet comme étant écologique alors qu'il génère une pollution et des dégâts environnementaux irréversibles. À Villarodin-Bourget, au Plan des Moulins, les travaux se poursuivent éhontément et la seule zone de terres agricoles que possédait encore la commune n'existe plus : on est passé de "Massacre à la tronçonneuse" à "Massacre à la pelle-teuse" ! En Maurienne, le véritable défi aujourd'hui est de retrouver une autonomie alimentaire », explique, excédé, Philippe Delhomme, ex-maire adjoint de Villarodin-Bourget.

Impliquée aux côtés de la municipalité et des habitants de Saint-Michel-de-Maurienne, l'association se bat aussi contre l'implantation d'une microcentrale sur le torrent du Vigny, « un projet qui n'a de sens que parce qu'il sert des intérêts financiers privés ; cependant, si les travaux sont aujourd'hui

stoppés, la bataille est loin d'être gagnée puisque les référés de la commune ont été rejetés en janvier 2021. Les gens sont en tout cas vent debout contre cette microcentrale qui viendrait amoindrir un débit réservé déjà faible et ainsi priver les pêcheurs de leur loisir, priver les randonneurs d'un cadre exceptionnel et aussi couper l'alimentation des jardins et des pâturages environnants... Sans parler du saccage de l'oeuvre architecturale remarquable d'un certain Paul Mougin qui s'était employé à reboiser l'endroit... », explique Annie Collombet, qui déplore que ce projet ne soit d'ailleurs pas le seul dans la vallée : « on est en train de vider les torrents de la vallée par simple motivation économique puisque cette énergie verte est revendue à EDF qui est obligée de l'acheter ».

## Soutenir les collectifs citoyens

Enfin, l'association est présente aux côtés d'un certain nombre de collectifs citoyens constitués dans la vallée contre des projets allant à l'encontre des intérêts environnementaux. Parmi eux,

VAM soutient le collectif des habitants de Saint-Martin-de-la-Porte mobilisés contre le redémarrage projeté de la carrière Calypso (lire à ce sujet notre édition du 28 janvier 2021), celui de Saint-Julien-

Montdenis contre le projet d'usine à béton, celui de Saint-Pancrace contre l'extension de la carrière exploitée par la société Gypse de Maurienne, ou encore celui d'Argentine qui milite contre l'implantation d'antennes 5G.

En définitive, au-delà des enjeux immédiats générés par tel ou tel projet ou telle ou telle activité - puisque VAM reste vigilante et critique quant à la pollution atmosphérique provoquée par les pôles industriels de la vallée en participant à deux comités de suivi Sevesso, l'un concernant Arkema et PSM à La Chambre ; l'autre TRIMET (Saint-Jean-de-Maurienne) et Lanxess (Épierre) -, c'est bien un autre modèle économique, social, philosophique même que prône l'association mauriennaise, qui tient par-dessus tout à replacer l'être humain au centre et surtout « le citoyen au cœur de la démocratie, la vraie, celle qui ne nie pas son avis. Au lieu d'injecter des millions dans des projets fous et inutiles, pourquoi ne pas simplement en injecter où nous avons besoin, comme au collège de Modane où je travaille et qui demeure dans un état lamentable, pour nous enseignants mais aussi pour nos élèves. Ça, ce serait de l'argent dépensé utilement ! », conclut Philippe Delhomme.

Guillaume Chaix

Plus d'infos sur VAM et contact via :  
<https://vamaurienne.ovh>



À Villarodin-Bourget, les travaux liés au Lyon-Turin privent désormais la commune de toute zone agricole exploitable, déplore Philippe Delhomme, coprésident de VAM. ©P.Delhomme